

Les décisions doivent être prises rapidement et, une fois qu'elles l'auront été, tous les États membres devront les appuyer vigoureusement et s'y conformer.

Le mois dernier, à la Conférence de Londres sur l'ancienne Yougoslavie, j'ai fait savoir de façon non équivoque que le Canada s'impatiait de la pose qui passe traditionnellement pour de la diplomatie internationale. Je sais que d'autres membres de l'Assemblée partagent cette frustration.

Au moment où nous nous parlons, le nombre des victimes continue à augmenter dans ce qui reste de la Bosnie-Herzégovine, sans parler des milliers d'hommes, de femmes et d'enfants qui souffrent de la famine en Somalie.

Les Nations Unies ont besoin de l'engagement de leurs États membres, de décisions mûrement réfléchies, et d'actions concrètes, faute de quoi elles sont vouées à l'échec.

Ne passons donc pas les quatre ou cinq prochaines années à débattre les subtilités de tel ou tel principe, de tel ou tel concept. Mettons-nous plutôt à l'oeuvre pour bâtir la paix et la prospérité.

Seuls ont leur place ici ceux et celles qui sont prêts à oeuvrer pour l'atteinte de ces nobles objectifs, et personne ne devrait prendre congé sans avoir confirmé son engagement à collaborer au profit de tous les peuples du monde.